



le point.



JANVIER 2023

Bulletin du Parti socialiste neuchâtelois

Élections fédérales 4-9

La fusion: s'unir pour être plus fort 12

Plume libre - réseaux sociaux 14-15



346



Campagne interne

Venez discuter avec nos candidat-es :

- le 11 janvier à 19h30 à la salle de l'Union commerciale à Neuchâtel (Coq-d'Inde 24)
- le 1^{er} février à 19h30 au Club 44 à La Chaux-de-Fonds (Serre 64)



BONNE ANNÉE!

Formation 2023

Le programme de formation 2023 est en cours d'élaboration. Nous nous réjouissons de vous le présenter.



Réservez la date

Notre prochain congrès festif se tiendra le 18 février à la salle Ton sur Ton à La Chaux-de-Fonds. L'invitation officielle vous parviendra prochainement.



2022 s'achève, le combat continue

Voilà une fin d'année politiquement mouvementée. Les Chambres fédérales ont enchaîné en quelques semaines les rappels de leur essence bourgeoise. Le Conseil des États s'est engagé dans une réforme de la LPP antisociale, alors que le Conseil national refusait l'initiative pour une 13^e rente AVS sans même entrer en discussion sur un éventuel contre-projet pour augmenter les rentes des retraités à bas revenus.

C'est aussi durant la session de décembre qu'a été acceptée (pour deux voix) la motion Ettlín, qui attaque frontalement les salaires minimaux cantonaux en bafouant la démocratie et le fédéralisme. Le Centre a douché les faibles espoirs placés en lui : après avoir annoncé en fanfare, en juin, qu'il s'allierait avec le PS pour donner du pouvoir d'achat à la population, l'ex-PDC a oublié ses promesses. Il n'y aura pas d'augmentation urgente des versements fédéraux pour les subsides aux primes LAMAL...

Au plan cantonal, heureusement, les nouvelles du front sont meilleures. Le budget 2023, malgré quelques couleuvres, inclut des mesures solides et sociales face aux effets de l'inflation sur les ménages et les entreprises. Des signaux positifs arrivent de certaines communes ; à Boudry par exemple, la double majorité de gauche aux Conseils communal et général permet d'envisager des investissements ambitieux et d'adopter un subventionnement des abonnements de transports publics, une allocation aux bénéficiaires de prestations complémentaires et la compensation complète du renchérissement pour le personnel communal.

Ces exemples le montrent : notre présence dans les exécutifs et législatifs a un impact positif et concret sur les classes moyennes et précaires. À condition, toutefois, d'y être suffisamment nombreux. L'année 2023 sera à ce titre essentielle, nous **devons** renforcer la présence du PS aux Chambres fédérales.

Le PSN sera fidèle à son poste dans ce combat. Je me réjouis d'y participer avec vous toutes et tous, camarades ! Bonne année 2023, merci pour votre engagement déterminé et humain !

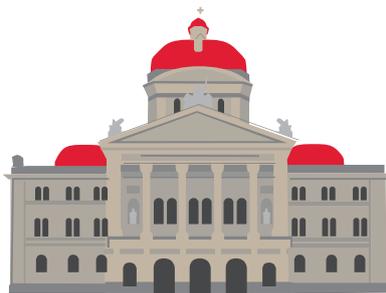


Romain Dubois
président du Parti socialiste
neuchâtelois



psn.ch

Élections fédérales 2023



L'enjeu des élections fédérales d'octobre 2023 est des plus grands : un changement de cap politique majeur est nécessaire face à la situation d'urgence climatique et sociale dans laquelle nous nous trouvons.

Alors que la majorité de droite multiplie les attaques contre les classes les plus précaires, telle la récente décision du Parlement de remettre en cause le salaire minimum neuchâtelois, notre parti, dans chaque canton, doit lutter pour progresser au Conseil national et au Conseil des États. Chaque siège compte pour faire basculer la majorité bourgeoise.

À désormais moins d'un an de cette échéance cruciale, notre parti a défini les lignes directrices de sa future campagne. Celles-ci, proposées par un Comité de campagne engagé et enthousiaste que nous avons le plaisir de présider, ont été approuvées par les camarades du PSN réunis en Congrès le 5 novembre à Colombier.

Cette campagne aura pour but de renforcer la position du PSN en proposant quatre lignes fortes qui traduisent notre vision de société tout en répondant aux attentes concrètes de la population. Dans une période où la vie est de plus en plus chère, notre parti propose des solutions pour renforcer **le pouvoir d'achat et la sécurité sociale** de l'ensemble de la population. Face aux défis climatique et énergétique, nous voulons nous donner les moyens d'une véritable **transition écologique et sociale**. Alors que ce secteur si essentiel traverse une grave crise, nous luttons pour un **système de santé solidaire** avec les patient-es comme avec tout le personnel de soins. Et à l'heure où les sirènes du repli sur soi donnent de la voix, nous ambitionnons avec fierté une **société inclusive, égalitaire et ouverte**.

Nos propositions seront incarnées par deux listes de candidat-es, l'une pour le Conseil national, l'autre pour le Conseil des États, qui devront tout à la fois représenter les différentes régions de notre canton et présenter une parité globale. Nous félicitons les camarades qui se mettent à disposition du PSN pour cette élection et

vous invitons à découvrir leur profil dans ce numéro du *Point*. Deux rencontres seront également organisées avec nos candidat-es, le 11 janvier à Neuchâtel, le 1^{er} février à La Chaux-de-Fonds.

Le choix de nos candidat-es sera effectué par le Congrès qui se réunira le samedi 18 février à La Chaux-de-Fonds. Parce que l'enjeu est de taille, nous nous permettons de le souligner : il est très important que le maximum d'entre nous soient présent-es ce jour-là pour désigner nos candidat-es ! La campagne à venir demandera l'investissement de chacune et chacun, car c'est à ce prix que nous pouvons espérer faire progresser nos idées.

Une fois nos candidat-es désigné-es, notre engagement commun doit être de mener une campagne forte et populaire en espérant et en préparant une magnifique surprise qui bénéficiera à toute la gauche neuchâteloise et qui renforcera les forces de gauche aux Chambres fédérales. Or nous croyons aux surprises... Le matin du 7 décembre, peu avant le début de l'élection au Conseil fédéral, personne ne misait sur le succès de notre camarade jurassienne. Mais, grâce à ses compétences, à sa ténacité et à ses convictions, Élisabeth Baume-Schneider a été élue et est désormais conseillère fédérale. Allons, croyons aux surprises méritées, croyons aux victoires construites par l'engagement et les compétences, abordons cette campagne pour les élections fédérales avec ardeur et optimisme !

Et d'abord, rendez-vous le 18 février pour un congrès historique !



Raphaëlle Javet
coprésidente du Comité
de campagne



Antoine de Montmollin
coprésident du Comité
de campagne



THÉO HUGUENIN-ELIE

1973

Conseiller communal
La Chaux-de-Fonds

Un projet qui me tient à cœur Pour des espaces de qualité dans les agglomérations

Les priorités de gauche sont légion : asile, assurances sociales, pouvoir d'achat, transition écologique... C'est un dossier en marge de ce dernier domaine que j'envisage : l'extension du projet d'agglomération mis en place par la Confédération à des considérations liées à la végétalisation des espaces, aux aménagements urbains intégratifs et à l'art en ville. Le projet d'agglomération, défini dès 2009, consiste en un soutien financier à la mobilité douce. Il a ainsi été dans notre canton d'un apport décisif à des projets tels que la Passerelle du Millénaire (Neuchâtel), le Remontoir (Le Locle), la Ficelle (Corcelles) ou la Place de la Gare (La Chaux-de-Fonds).

L'objectif ? La qualité de vie pour toutes et tous dans les centres sociétaux, économiques et culturels de notre pays : les villes.

Chères et chers camarades,

Le Parti socialiste suisse s'engage à Berne pour exprimer les valeurs qui collectivement nous animent et que synthétise un concept : la solidarité – Platon parle de souverain bien.

La solidarité telle que notre parti la porte, véritable projet de société, se décline dans toutes les politiques au cœur des enjeux d'aujourd'hui et de demain. Que l'on parle accueil des migrants, prise en considération des plus fragilisés, transition écologique, emploi ou relations internationales, c'est la solidarité conçue comme l'aspiration au bien commun qui dicte les actions de notre parti – sur les plans local, cantonal et fédéral.

Aujourd'hui, fort de l'expérience que j'acquière chaque jour depuis dix ans comme conseiller communal, que j'ai acquise longtemps dans les rangs socialistes au Grand Conseil, j'aspire à mettre mes compétences et mon action politique à disposition du PSS et de notre canton dans sa représentation au Parlement fédéral, et ainsi de notre pays.

Notre camarade Baptiste Hurni est sans doute aujourd'hui le politicien neuchâtelois le plus talentueux. Sa maîtrise des dossiers fédéraux (assurances sociales notamment), son entregent et sa capacité à influencer sur le cours des choses, malgré un contexte d'ultra-minorité, en font un excellent député, un digne représentant de notre canton et du PS. Faire campagne à ses côtés serait un honneur et un plaisir.

Une précision : je regrette vivement le refus des Verts de former une liste commune en rêvant à une délégation neuchâteloise uniquement de gauche au Conseil des États. Cela dit, l'impossibilité de cette collaboration autour de nos valeurs partagées ouvre nécessairement la voie à une liste socialiste ambitieuse. Celle-ci et celle pour le Conseil national devront respecter la parité globale définie par le Congrès du 5 novembre. Dans une diversité représentative de notre parti et de notre société, nos deux listes formeront une seule équipe, soudée et déterminée, pour une société plus juste, plus sociale et plus solidaire.

Théo



BAPTISTE HURNI

1986

Avocat

Conseiller national

Neuchâtel

Un projet qui me tient à cœur

Une caisse maladie unique, publique et sociale !

Plus que jamais, les primes d'assurance-maladie pèsent sur le dos des ménages en Suisse. Le système actuel se fracasse dans un mur: la pseudo-concurrence ne fonctionne pas, l'accès aux soins est remis en question, la transparence inexistante. Pour y remédier, nous voulons une caisse publique et unique. Cela permettra de miser sur la prévention et la transparence des coûts permettra de prendre les bonnes mesures. Mais nous voulons aussi un système payable pour chacune et chacun, à savoir que les primes dépendent de la capacité contributive ou en tout cas qu'elles ne dépassent pas 10% du revenu. Enfin nous voulons un système social, où la patiente ou le patient est mis au cœur.

La santé est un bien fondamental de toute société. Préserver la santé est donc une priorité.

Chères et chers camarades,

Quand j'écris ces lignes, le Conseil des États vient de refuser d'entrer en matière sur un quelconque contre-projet à l'initiative socialiste des 10%. La chambre des cantons refuse de discuter d'augmenter les subsides à l'assurance-maladie. Pour les sénatrices et les sénateurs, il n'y a pas de problème. Ni l'inflation dépassant largement celle des dernières décennies, ni la hausse des matières premières, ni les factures de chauffage s'annonçant exorbitantes n'ont l'air de les émouvoir.

C'est honteux. Choquant. Révoltant. Inique. Inadmissible. Indigne.

Oui, je suis profondément indigné. L'indignation fonde mon engagement politique: indigné de constater que la répartition des richesses en Suisse et dans le monde laisse les travailleuses et travailleurs sur le carreau pour enrichir des individus dont la fortune dépasse celle d'un État; indigné de voir l'égalité ne progresser ici qu'à pas de fourmis; indigné devant les tristes images de l'Ukraine, où la folie d'un homme détruit d'innombrables existences; indigné que l'un des pays les plus riches du monde, le nôtre, n'arrive pas à prendre les mesures nécessaires pour contribuer à décarboner notre monde et sauver ainsi notre planète.

Camarades, ce sont là quelques-uns des combats que nous devons livrer. Depuis un peu plus de trois ans, j'essaie de les mener de front au Conseil national. Nous avons eu des victoires – trop peu – et des défaites – beaucoup trop. Durant ces trois ans, durant presque 15 ans comme élu communal ou cantonal, mon engagement, mon énergie, mon indignation n'ont jamais faibli. Ils sont allés croissant; le besoin de changer notre société s'est plutôt renforcé grâce à toutes ces personnes qui m'encouragent, me poussent si le doute me taraude, me relèvent quand malgré l'engagement de chaque instant, un combat est perdu.

Camarades, je vous demande encore une fois votre soutien et votre confiance. Je veux continuer ces combats au Conseil national et essayer d'emporter un siège au Conseil des États pour que l'indignation se traduise en projets de loi, en référendums, en initiatives. Pour que l'intérêt de la majorité finisse par triompher.

Ensemble, nous gagnerons les élections fédérales et ferons avancer la cause du progrès social et écologique. Nous convaincrons les Neuchâtelois-es que nos combats sont les leurs. Nous apporterons les changements si nécessaires et si urgents.

Je vous adresse, chères et chers camarades, mes salutations sociales, solidaires et combatives !

Baptiste



MARTINE DOCOURT

1979

Responsable nationale du département politique à Unia

Députée et vice-présidente du Grand Conseil, coprésidente des Femmes socialistes suisses

Neuchâtel

Un projet qui me tient à cœur

Plus de temps pour vivre !

Alors que l'économie met toujours plus de pression sur la société, les travailleuses et travailleurs et notre environnement, une réponse progressiste est la réduction du temps de travail à salaire égal ! C'est une réelle opportunité pour davantage d'égalité en améliorant la conciliation entre travail et vie privée. Une meilleure répartition du travail permet aussi de créer des emplois, tout en œuvrant à une meilleure redistribution des richesses et à la reconnaissance du travail de care. Les fruits des progrès techniques profitent ainsi à toutes et tous.

Les exemples ont montré que la productivité n'a pas diminué et surtout que le bien-être au travail a augmenté, réduisant les coûts de la santé. Enfin, une décélération du rythme de travail a aussi des conséquences positives sur le climat.

Chères et chers camarades,

Des attaques contre les conditions de travail des plus précaires, contre notre environnement, contre le système de retraite, contre les droits des femmes : les exemples ne manquent pas pour démontrer l'arrogance de la majorité bourgeoise et conservatrice des Chambres fédérales. Un constat d'autant plus affligeant alors qu'il y a urgence d'agir.

Engagée depuis plus de 15 ans en politique contre les inégalités, ma motivation et ma combativité sont intactes. C'est ainsi que je m'engage au sein des Femmes socialistes suisses depuis plus de 5 ans, tout comme dans les milieux féministes, dans la lutte contre les violences faites aux femmes, pour une meilleure conciliation entre vies privée et professionnelle, pour soutenir les femmes issues de la migration et contre la précarité qui touche encore trop de femmes. Il en va de même de mon travail, où je m'engage, en tant que responsable nationale politique d'Unia, pour une valorisation des métiers majoritairement féminins, dont l'importance systémique a été démontrée, et pour une amélioration des rentes.

De plus, par mes diverses expériences professionnelles dans le domaine de l'environnement, je sais la nécessité que les transitions écologique et technologique n'aggravent pas les inégalités sociales. Mais je le vois tous les jours à mon travail, l'adversaire principal est le modèle économique libéral qui sévit sur le globe. Pour évoluer vers une société égalitaire et durable et pour une reconversion écosociale de l'économie, il faut réaffirmer la primauté du collectif sur l'individualisme. Et ce combat passe inévitablement par une meilleure répartition des richesses.

C'est ainsi, parce que je suis convaincue qu'il n'y a pas de justice climatique sans justice sociale et justice des genres, que je suis prête à mettre mes compétences au service de notre parti et que j'espère pouvoir compter, chères et chers camarades, sur votre soutien pour figurer sur la liste au Conseil national.

Avec mes salutations solidaires.

Martine



SARAH FUCHS-ROTA

1985

Éducatrice sociale

Députée au Grand Conseil et conseillère générale
Môtiers

Un projet qui me tient à cœur Un avenir durable et solidaire

Avec l'enchaînement des crises – climat, énergie, biodiversité, coût de la vie, inégalités –, les défis présents et futurs sont gigantesques. La justice climatique doit s'accompagner de justice sociale. Les personnes les plus exposées aux effets des crises sont les moins équipées pour s'adapter au nouveau contexte. Si rien ne bouge, elles seront violemment malmenées par les changements à venir.

Je veux me battre en faveur d'une transition sociale et solidaire, qui ne reporte pas les coûts des crises sur les plus précaires. Des transformations sont essentielles, sur la place financière, dans l'utilisation d'énergies renouvelables et non plus fossiles, dans la production des biens et dans nos habitudes de consommation, pour créer des conditions de vie dignes et durables pour toutes et tous !

Chères et chers camarades,

Celles et ceux qui me connaissent le savent, l'engagement politique et associatif est au cœur de mon identité. Travailleuse sociale, je suis témoin au quotidien des injustices sociales banalisées par notre société. Devenir maman a renforcé ma volonté de contribuer à rendre notre monde plus juste et égalitaire pour nos enfants. Siéger aux législatifs communal et cantonal m'a permis de constater qu'il s'agit d'un combat constant, nos acquis sociaux étant plus que jamais menacés par les attaques incessantes de la majorité bourgeoise.

Nous vivons dans un des pays les plus riches du monde et pourtant, les fins de mois sont difficiles pour un nombre toujours plus grand de personnes. Le panier de courses, les primes d'assurance-maladie, le coût des énergies, tout augmente, mais les rentes AVS et les salaires stagnent ! Parallèlement, la fortune des plus riches s'est envolée de manière indécente. Dans un pays aussi prospère, il est inacceptable que les inégalités s'accroissent alors que la crise du climat, de l'énergie et de la biodiversité nous confronte au plus grand défi que l'humanité ait connu.

Combattre les maux de notre société productiviste, pour mettre l'humain et la nature au cœur des priorités, c'est l'essence même des valeurs socialistes. Je me suis engagée dans notre parti, car j'ai l'intime conviction qu'il ne sert à rien de s'indigner sans passer à l'action ; la solidarité et le travail collectif que j'y ai trouvé ont stimulé mon engagement de manière toujours plus intense et passionnée.

Aujourd'hui, ces valeurs socialistes profondément ancrées en moi, je vous soumets avec plaisir et humilité ma candidature pour figurer sur la liste PSN du Conseil national.

Je souhaite porter la voix de celles et ceux que nous n'entendons jamais assez et m'unir aux combats menés par nos camarades depuis plus d'un siècle. Je mesure la responsabilité qu'implique cette démarche. À vos côtés, je m'engagerai avec honnêteté, enthousiasme et cohérence sous les couleurs socialistes.

Sarah



GARANCE LA FATA

1990

Comédienne

Députée au Grand Conseil

Les Geneveys-sur-Coffrane

Un projet qui me tient à cœur Un accueil digne et égalitaire

Beaucoup de projets sont essentiels à mener mais je citerai ici celui des procédures d'asile. La guerre en Ukraine a engendré d'importants mouvements migratoires et la Suisse n'a pas tardé à devenir une terre d'accueil pour les Ukrainien-nes. Cependant, cette situation a mis en évidence de grandes inégalités de traitement entre les réfugié-es en provenance d'Ukraine et les autres.

Je lutterai pour que tous les gens qui fuient leur pays soient accueillis de manière égalitaire et digne, qu'importe leur provenance, leur couleur de peau ou leur orientation sexuelle. Repenser l'octroi des permis, les programmes d'intégration et les lieux d'accueil permettra à chacune et chacun de trouver sa place au sein de notre société. Une société dans laquelle nous nous mélangeons tous et toutes...

Chères et chers camarades,

Ces dernières années, je me suis régulièrement levée le matin avec un immense sentiment d'impuissance face aux conséquences de l'être humain sur ce monde, et sur les liens qui nous unissent. Je me demande toujours : « Que puis-je faire pour changer les choses ? » Il m'est impossible de fermer les yeux sur la crise climatique et les injustices sociales dont souffrent nos concitoyen-nes tous les jours. Si je souhaite que ce monde change, je dois m'engager et porter la voix de celles et ceux que l'on n'écoute pas. C'est pour cela que je dépose ma candidature au Conseil national ; pour défendre les droits et les intérêts des Neuchâtelois-es et de tous et toutes les citoyen-nes de ce pays aux côtés des député-es de tous les cantons.

La représentativité de la population au niveau des autorités est essentielle. En effet, nous devons pouvoir nous retrouver dans les député-es qui siègent à Berne. C'est pourquoi je souhaite également être la porte-parole de celles et ceux qui n'entrent pas dans les cases, qui peinent financièrement à finir le mois, qui sont discriminé-es pour ce qu'ils sont et que l'on invisibilise, de celles et ceux qui travaillent sans relâche et sans reconnaissance. J'aimerais participer à la (re) construction d'une société inclusive, solidaire et libre.

Camarades, je suis de celles qui ont le cœur brûlant ! Et c'est justement grâce à ces émotions tant décriées par certain-es que les mouvements sociaux ont pris vie : colère, tristesse, empathie et j'en passe. Il serait peut-être temps de se reconnecter à nos vraies valeurs et à ce qu'elles réveillent en nous, pour se battre et avancer.

Pour terminer, j'ai conscience de ce que je sais et de ce que j'ai encore à apprendre pour mener à bien ce mandat, mais ne dit-on pas que c'est en forgeant que l'on devient forgeronne ?

Je serais honorée que vous me laissiez une chance de brandir haut et fort les valeurs et les couleurs de notre parti à Berne.

Chaleureusement,

Garance



Subsides à l'assurance-maladie : des aides supplémentaires concrètes

La hausse des primes d'assurance-maladie est une musique malheureusement récurrente. Si celle annoncée pour 2023 est la troisième plus forte en 20 ans, il est utile de rappeler qu'entre 2001 et 2023, la prime moyenne cantonale adulte (PMC¹) a augmenté de plus de 120 % ! Cela montre que le système atteint ses limites et que tôt ou tard il s'agira de s'attaquer à une réforme plus fondamentale.

Dans l'immédiat, nous devons prendre les mesures destinées à atténuer le poids des primes pour le budget des ménages. En particulier pour les plus modestes de notre société. La réduction individuelle des primes d'assurance-maladie est un combat de longue date du parti socialiste. À titre plus personnel, j'en ai fait une promesse de campagne et un engagement déterminé dans ma fonction de conseillère d'État.

Le poids des primes d'assurance-maladie a un impact sur le pouvoir d'achat. Mais ce poids peut entraîner d'autres problèmes. Notamment en termes de santé, lorsque pour réduire leurs primes, les personnes optent pour une franchise élevée et renoncent aux soins, faute de disponibilités financières. Sans oublier que les arriérés de caisse maladie constituent la deuxième catégorie de dettes, après les impôts. Quant au contentieux à l'assurance-maladie (règlement des actes de défaut de biens à charge du canton), il a fortement augmenté et atteint près de 20 millions de francs en 2020. Une analyse plus précise des profils des personnes concernées par ce contentieux a permis de mettre en évidence une forte représentation de personnes seules et de couples seuls sans enfants, avec une grande majorité d'assuré-es présentant des revenus déterminants inférieurs à Fr. 50 000 par an.

Partant de l'ensemble de ces constats, il est apparu nécessaire d'apporter des rectificatifs au dispositif en place. Des moyens supplémentaires ont été intégrés au budget initial du Conseil d'État, faisant évoluer

l'enveloppe totale des subsides à l'assurance-maladie de 135 millions de francs au budget 2022 à 142 millions en 2023². Ces moyens ont permis d'augmenter les subsides dans la même proportion que la hausse des primes (couverture de l'intensité) et d'apporter des ajustements au cercle des bénéficiaires ordinaires, permettant potentiellement à 7000 assurés supplémentaires (personnes et couples seuls sans enfants, couples avec 2 enfants) d'obtenir un subside en 2023. Des améliorations rendues possibles grâce à un important travail dans les équipes concernées mais aussi par l'engagement du Conseil d'État. Sans oublier une précieuse amélioration complémentaire de 2 millions apportée par le Grand Conseil, à l'impulsion du groupe socialiste, pour ajuster encore le dispositif ordinaire.

Enfin, nous ne saurions négliger la mesure destinée à soutenir le pouvoir d'achat par un subside complémentaire à l'assurance-maladie. Une mesure proposée par le Conseil d'État dans son paquet « Vie chère »³ et amendée par le Grand Conseil, là aussi à l'initiative de la gauche.

Au final, ce sont des aides concrètes qui devraient soutenir les personnes et les ménages les plus modestes de notre canton. Et cela peut nous réjouir.



Florence Nater
conseillère d'État

¹ PMC : prime moyenne de référence définie par l'OFSP, avec la franchise minimale et la couverture du risque accidents.

² Pour rappel, les subsides à l'assurance-maladie sont financés pour une part (environ 60 millions) par la Confédération, le solde étant financé via la facture sociale à raison de 60 % pour le canton et 40 % pour les communes.

³ bit.ly/346_subsidies.

Budget 2023 : faire face à l'inflation

Chaque décembre, le Grand Conseil a la lourde responsabilité de doter notre Canton d'un budget. Il s'agit pour le parlement de prévoir et d'autoriser des recettes et des dépenses à hauteur d'environ 2,2 milliards de francs, ce qui fait du vote du budget une des compétences fondamentales du législatif.

Le budget 2023 s'inscrit dans un contexte marqué par un retour de l'inflation à un niveau oublié depuis les années 1990. Cette situation est liée aux politiques monétaires et budgétaires accommodantes menées pratiquement partout pour faire face à la crise Covid-19, mais surtout aux difficultés d'approvisionnement énergétique et à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Au contexte inflationniste global s'ajoute à Neuchâtel la hausse des primes d'assurance-maladie la plus forte de Suisse, à 9,5%.

Cette situation appauvrit les plus précaires et plonge une partie de la classe moyenne dans l'insécurité financière, d'autant que les salaires ne sont que partiellement indexés au coût de la vie par la majorité des entreprises. Pour le groupe socialiste, l'enjeu principal a été de convaincre la double majorité de droite du Parlement et de l'exécutif d'intégrer au budget des mesures sociales suffisantes pour soulager autant que possible la population neuchâteloise.

Suite à une prise de conscience un peu tardive mais bienvenue, le Conseil d'État a présenté un paquet « Vie chère » complétant le budget. Porté avec conviction et talent par nos camarades ministres Laurent et Florence, ce paquet de mesures repose sur l'anticipation d'un an de la réforme de l'imposition des personnes morales pour la mettre en phase avec l'évolution des normes internationales, soit en clair sur une augmentation de l'impôt des grandes entreprises. Les moyens dégagés sont mis à contribution pour financer diverses mesures de soutien du pouvoir d'achat. Une proposition audacieuse et inédite en Suisse.

Malgré cela, le budget restait insatisfaisant. Il ne permettait pas de compenser la hausse des primes d'assurance-maladie, ne tenait pas compte de la situation vécue dans les institutions sociales et de santé du canton et ne prévoyait pas d'indexer les montants de l'aide sociale à l'inflation.

Avec nos alliés de gauche, nous nous sommes battus pour rendre le budget acceptable et apporter une aide concrète aux Neuchâtelois-es. Les discussions menées en commission des finances ont dégagé un compromis global. Comme tout compromis, il ne contente pleinement aucun groupe politique du Grand Conseil. Il intègre cependant une part significative de nos revendications, notamment l'indexation de l'aide sociale, l'augmentation substantielle des montants alloués aux subsides d'assurance-maladie et un premier geste vers la revalorisation des salaires dans la santé et le social.

Le budget 2023, validé finalement à une très large majorité, ne représente qu'une occurrence de l'engagement à long terme des député-es socialistes pour orienter la conduite et les priorités financières de l'État. Pour que ce travail continue au Parlement, votre mobilisation et celle des mouvements sociaux sont nécessaires; cela a été le cas des travailleurs de la santé et du social dans la cour du Château en marge de la session.

Cet engagement collectif est d'autant plus nécessaire que les nuages s'accumulent à l'horizon. Les prévisions économiques sont mauvaises et les débats financiers à venir s'annoncent difficiles. Dans ce contexte, le rôle du parti socialiste sera déterminant pour que l'humain reste la priorité.



Antoine de Montmollin
député

La fusion : s'unir pour être plus fort

Communes et sections d'Enges, de Hauterive, de La Tène et de Saint-Blaise

Le 26 novembre 2023, les citoyen·nes des quatre communes voteront sur le projet de fusion. Le processus a été lancé en avril 2022 suite à l'acceptation du projet par les législatifs. La démarche organisée et collaborative entre citoyen·nes, conseiller·ères généraux et autorités exécutives s'est concrétisée par un comité de pilotage, des commissions de fusion, des groupes de travail thématiques et techniques, un appel à participation, des boîtes à idées, un site web dédié et la publication d'articles dans la presse locale. C'est l'opportunité pour les habitant·es de façonner leur commune de demain.

Dans ce contexte, les interrogations émergent : quel est le rôle des sections PS des communes concernées dans ce projet ? Comment initier des travaux communs pour s'engager dans la fusion ? Comment porter les enjeux socialistes et que seront les sections si fusion il y a ? À la mi-mai, une rencontre avec nos camarades de la récente commune fusionnée de Neuchâtel a été organisée avec la participation des membres de nos quatre sections. Claire Hunkeler, Patricia Sörensen, Thomas Facchinetti et Kilian Winz ont partagé leur expérience :

- une fusion est une réponse collective à ce que l'on ne peut pas faire seul ;
- l'urbanité, aujourd'hui favorable à la gauche en Suisse, n'est pas incompatible avec une vie villageoise qui demeure un enjeu central ;
- il est primordial de cultiver une dynamique collaborative avec tous les acteurs et toutes les actrices afin de nourrir la cohésion sociale.

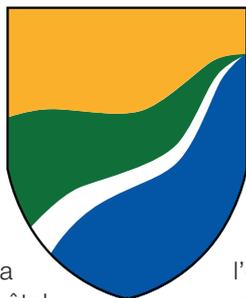
Fortes de cet échange, les sections des quatre communes, menées par leurs président·es Nathalie Steullet pour Hauterive, Pascale Giron et Silvia Carolillo pour Saint-Blaise, Claude Borel pour Enges et Philippe Mattmann pour La Tène, se sont réunies en juillet, en

août et en octobre avec la participation d'une dizaine de camarades. Ces rencontres ont permis de nourrir le débat, de donner les lignes directrices socialistes à diffuser au sein des groupes de travail et commissions, et d'élaborer des axes politiques à porter par la section PS fusionnée auprès des futures autorités de la commune fusionnée.

À l'heure de la fin des travaux des groupes de travail thématiques et techniques, dont les propositions centrales seront reprises dans la rédaction du rapport de fusion et de la convention, les président·es des sections travaillent désormais à établir une feuille de route 2023 pour la fusion des sections en elles-mêmes ainsi que la stratégie des élections du printemps 2024. Conscientes du risque important de désengagement de leurs membres si fusion il y a, les sections PS des quatre communes se réunissent aussi pour créer du lien entre les camarades destinés à s'engager ensemble demain.

Une fusion ne se limite pas à l'argument de l'économie financière, mais destine la nouvelle commune à être plus forte dans le dialogue avec l'État et les grandes communes par un renforcement politique et une organisation administrative adaptée aux enjeux actuels et futurs. Elle ne signifie en rien la disparition des identités, de l'histoire et des traditions locales, loin de là, elle a pour mission de partager l'héritage de chacune et chacun tout en créant des occasions d'événements où le vivre-ensemble prend corps pour toutes et tous les habitant·es du nouveau découpage territorial.

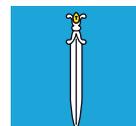
Pour nous socialistes, la fusion permet de réaffirmer la nécessité, plus que jamais d'actualité, d'un projet de société fondé sur les valeurs de solidarité, d'égalité et d'économie durable. fusion-baslac.ch



Enges



Hauterive



La Tène



Saint-Blaise



VIE ASSOCIATIVE

Une association qui soutient la culture et la marche à pied

photo : Patrick Guerne - Studio444

Quand j'ai accepté de faire partie de la liste des candidat-es PS pour l'élection au Grand Conseil en 2021, je n'ai pas caché que ma plus grande motivation pour entrer dans la danse était de fonctionner comme une courroie de transmission entre les personnes qui habitent le canton et celles et ceux qui exercent des mandats politiques.

Comme beaucoup de député-es, j'ai rapidement été approchée par des associations pour entrer dans leur comité. Je consacre ce billet à l'association Alt.+1000, qui organise depuis 2019, avec le Musée des beaux-arts du Locle, une exposition de photographies d'art au bord du lac des Taillères, dans la Vallée de La Brévine.

Le festival Alt.+1000 existe depuis 2008. Il a été fondé à Rossinière, dans le Pays-d'Enhaut (Château d'Œx) et il a lieu tous les deux ans. La 7^e édition aura lieu du 27 août au 18 septembre 2023.

Ce festival vise à sensibiliser le public à la notion de paysage, en organisant une exposition en plein air, avec des artistes suisses et internationaux, qui traitent de ce thème à leur manière. Il ne s'agit pas de proposer des photos de calendrier (le Moléson, le Rigi, le lac des Taillères...), mais de présenter des réflexions artistiques sur notre perception de l'environnement, la manière dont on le conçoit, les changements qui l'affectent et reflètent la façon dont les humains habitent un territoire à une époque donnée.

Comme son nom l'indique, le festival privilégie les paysages de montagne (en principe plus de 1000 mètres d'altitude). Il propose au public une balade photographique d'un peu plus d'un kilomètre, formant une boucle au départ du Moulin du Lac.

L'originalité du festival est de proposer une exposition respectant les règles professionnelles en la matière (concours, commissaires, édition soignée), tout en invitant à découvrir les œuvres au long d'un sentier qui longe le lac, traverse une petite forêt, puis un pâturage

boisé. Il est ainsi destiné aux amatrices et amateurs d'art souhaitant passer une journée au vert, aux familles qui cherchent une idée d'activité dominicale, mais aussi aux professionnel·les de la photographie d'art contemporaine.

Le festival est gratuit et soutenu financièrement par plusieurs donateurs, notamment la Loterie Romande, la Fondation Temperatio, le Canton de Neuchâtel, la BCN et la Fondation Sandoz.

Nous tenons à ce que le festival reste gratuit, mais nous pensons que les personnes qui le connaissent déjà, qui ont apprécié les deux dernières éditions, seront enclines à le soutenir financièrement. C'est pourquoi nous avons lancé une campagne de financement participatif, que vous retrouverez ici : www.lokalhelden.ch/alt1000. Nous cherchons à atteindre 25 000 francs d'ici le 18 janvier, et nous n'y sommes pas !

Le Parti socialiste défend une politique culturelle forte qui ne s'adresse pas seulement aux personnes habituées des pratiques et des lieux dits « cultivés ». Les activités artistiques constituent des lieux de rassemblement, de partage d'émotions et de réflexions qui favorisent le vivre-ensemble.

Alt.+1000 s'inscrit complètement dans cette vision. En faisant sortir les photos du musée, en les exposant en pleine nature, dans un environnement qui pose aussi des questions liées à la durabilité, le festival rapproche les œuvres du public et favorise les discussions et les réflexions qui ne manqueront pas de se produire devant les photos présentées par les commissaires de l'exposition.

Camarades, merci de votre soutien et parlez-en autour de vous !



Marinette Matthey
députée

DES BIENFAITS DU RACHAT DE TWITTER PAR ELON MUSK



Sur le site Internet du PSN figurent les noms des réseaux numériques¹ sur lesquels le parti est, plus ou moins, actif. Il est piquant de relever qu'il s'agit là des seules marques se trouvant dans les pages d'un parti que l'on a connu plus tatillon à ce sujet. Le récent rachat de Twitter par Elon Musk permet de s'interroger sur une telle bienveillance envers ces géants.

Soutien de Donald Trump, Elon Musk est un libertarien convaincu, tenant l'État en faible estime, sauf lorsqu'il s'agit d'en capter des financements. Propriétaire de Tesla (délocalisée de Californie au Texas à des fins d'optimisation fiscale), Musk détient également SpaceX, qui commercialise Starlink et sa ribambelle de satellites, véritables colons de l'orbite terrestre basse fournissant l'accès à Internet.

Au-delà de la « libération » de « l'oiseau bleu »² et d'une partie de ses employé-es, l'opération menée par Musk témoigne de la volonté, voire de la nécessité pour les acteurs du numérique d'étendre leur rayon d'action. Une stratégie qui se lit aussi dans l'évolution des noms des sociétés mères que sont la très humble Alphabet (dont relève Google) et Meta (qui chapeaute Facebook et Instagram), « meta » signifiant littéralement « tout ce qui englobe ». « Englober » étant un verbe transitif, est-il nécessaire de préciser que son complément en est l'utilisateur-trice et de souligner que ces entreprises tirent la quasi-totalité de leurs revenus de la publicité ? On se contentera de rappeler l'analyse de Shoshana Zuboff³, qui a démontré comment « nous sommes les objets d'où sont extraites les matières premières », transformées et revendues par l'ogre GAFAM⁴ à ses clients.

On peine à voir comment la gauche, face à une telle marchandisation des êtres, y retrouve ses petits. D'autant que l'on n'a pas encore évoqué la manière avec laquelle les réseaux contribuent à façonner (et polluer) un monde qui tire parti de nos fragilités physiologiques et cérébrales, appuyant sans relâche sur les mécanismes de l'attention et de la récompense pour maximiser ses profits. Un monde voulu le plus lisse

possible, dans lequel, déplore le philosophe Byung-Chul Han⁵, « les informations circulent [...] sans aucune espèce de lien à la réalité, dans un espace hyperréel », « l'efficacité » ayant remplacé « la vérité ». Musk ne dira pas le contraire ; friand des fake news, il a très tôt fait part de son intention de limiter la modération des messages sur Twitter.

Bref. L'argument classique du recours aux réseaux compte tenu de leur fréquentation justifie-t-il non seulement d'utiliser, mais de promouvoir et de nourrir ceux-ci ? À quand le lancement, du moins le relais par le PS d'une réflexion en faveur d'un vrai réseau social de service public à l'échelle fédérale ? Dans son essai paru en 2018, Shoshana Zuboff notait que face aux mastodontes du numérique, « nous avons perdu notre sens de la stupéfaction ». Elle estimait toutefois qu'il est « possible de le retrouver ». En forçant le trait des réseaux jusqu'à la caricature, Elon Musk nous signale qu'il en est grand temps.



Frédéric Mairy
conseiller communal
(Val-de-Travers)

¹ Il serait bon d'arrêter de qualifier de « sociaux » des réseaux dont le but n'est pas de créer du lien, mais de vendre des données à des annonceurs.

² *Twitter* vient de *tweet*, gazouillis, gazouiller. D'où le choix du logo.

³ Shoshana Zuboff, *L'Âge du capitalisme de surveillance*, éd. Zulma, 2020.

⁴ Google (Alphabet), Apple, Facebook (Meta), Amazon, Microsoft.

⁵ Byung-Chul Han, *La Fin des choses*, éd. Actes Sud, 2022.

LES RÉSEAUX SOCIAUX, CE MAL QUI NOUS TIENT À UTILISER SANS MODÉRATION, À JETER À LA PREMIÈRE OCCASION

*Addictif, chronophage, antisocial et polluant, je crée des liens entre les gens.
Tentaculaire, je satisfais ton égo et ton estime de toi, je t'épie, te nargue, te flatte.
Toxique, je te happe puis te rejette. Qui que tu sois dans l'arène, de mon pouce je décide si ta vie est attractive ou si elle peut disparaître de celle des autres. Je suis un instrument amplificateur du néolibéralisme. De toute ma splendeur, je suis le leurre des possibles. Je donne la capacité à qui m'utilise de créer et véhiculer des messages.
Je suis tout cela, un véritable cadeau à l'humanité... et pourtant mes concepteurs sont devenus richissimes, universels et au-dessus des lois.
Je suis là, je suis loi et déloyal. Si tu regardes par les fenêtres de mon monde virtuel, c'est à travers mes vitres que tu vas te perdre.*

Tour à tour esprits critiques ou vagabond-es virtuel-les, parfois errant-es sceptiques, nous sommes politiques et propagandistes. Ne devons-nous pas aller chercher toutes celles et ceux qui errent ou se baladent au gré des « scrolls », des « métriques » d'engagement, des vues et des impressions ?

Nous, socialistes, pouvons-nous assumer de rendre ces fenêtres numériques borgnes et aveugles, de ne pas être vu-es et de voir nos projets de société errer à la rencontre de personne ?

Oui, les réseaux sociaux, c'est le mal désincarné. Comme le pétrole qui pollue et continue de faire avancer les voitures des socialistes aussi... Comme les marchands de tabacs qui continuent de payer des recettes fiscales... Comme les médicaments de la pharma destinés majoritairement aux privilégié-es que nous sommes... Etc.

Obtenons d'abord des GAFAM qu'ils paient des impôts là où ils font bonne pêche publicitaire.

Les élections fédérales approchent. C'est décidé, j'abuserai des réseaux sociaux, j'utiliserai leur pouvoir de diffusion massive pour faire connaître les valeurs et projets socialistes ; un jour, pourquoi pas, pour affaiblir les réseaux sociaux de l'intérieur. Comme tout système qui abuse, celui-ci trouvera ses révolutions. Critiquer et questionner les réseaux sociaux et leur utilisation est une chose saine, s'en passer une aubaine prématurée.

70% de la population suisse se connecte quotidiennement aux réseaux sociaux. Si nous n'y sommes plus, cela fera de la place pour les autres partis qui s'y expriment largement. Sommes-nous suffisamment fort-es pour abandonner cette place ? Régulièrement, nous remettons sur le tapis la suppression de l'affichage. Si nous disparaissions du domaine public et des réseaux sociaux, que nous restera-t-il comme visibilité ? Celle des seuls médias agréés, heureusement forcés de maintenir la parité entre les partis ?

Être socialiste ne signifie pas être parfait. Composons avec nos dissonances cognitives en attendant le moment opportun d'un boycott massif ou l'émergence d'un système parallèle vertueux. Une autre révolution digitale est certainement en train de frémir non loin. Soyons-en les acteurs et actrices, tout en acceptant d'ici là de sacrifier nos données sur l'autel de la visibilité.



Katia Della Pietra
vice-présidente du
Parti socialiste neuchâtelois

Le Parti socialiste neuchâtelois (PSN) s'engage dans les débats importants et aide à trouver des solutions innovantes, sociales et respectueuses de l'être humain et de l'environnement. Il apporte de nouvelles idées et participe à construire l'avenir.

Oui

- J'adhère au **Parti socialiste neuchâtelois**
- Je souhaite recevoir **le point**.

Nom | Prénom

Adresse

NP | Localité

Téléphone | Mobile

Courriel

Inscription à envoyer à l'éditeur

Parti socialiste neuchâtelois

Avenue de la Gare 3 – 2000 Neuchâtel

032 721 11 80

secretariat@psn.ch

www.psn.ch

Impressum

Bulletin adressé aux abonné-es et entités intéressées aux activités du PSN

Rédactrice en chef - Margaux Studer

Graphisme et illustration - Nathan Jucker

Relecture - Johanne Lebel Calame

Impression - Imprimerie de l'Ouest SA

Parution 6 fois par an | Abonnement annuel - 30 francs

Abonnement de soutien - 50 francs

IBAN : CH92 0900 0000 2000 3004 7

PS



Agenda

11

janvier
19 h 30

Fédérales 23 :
campagne interne
Neuchâtel

18

janvier
18 h 15

Commission
Politique migratoire

25

janvier
18 h 15

Commission
Affaires sociales

31

janvier
20 h 15

Commission Culture

1^{er}

février
19 h 30

Fédérales 23 :
campagne interne
La Chaux-de-Fonds

2

février
18 h 30

Commission Environnement

6

février
20 h 15

Commission Santé

13

février
20 h 15

Commission Économie-
emploi-fiscalité

18

février

Congrès cantonal

▶ Votre agenda en ligne sur
www.psn.ch

P.P.
2000 Neuchâtel




le point.
psn.ch/le-point

